

Forum Social Mondial 2009 : retour sur les avancées.

La délégation liégeoise : Alice Minette animatrice ULDP, Minervina Bayon – Stéphan Lince et Delphine Dumont animateurs de Promotion & Culture

Un contexte propice au réveil des luttes

La 9^{ème} édition du Forum Social Mondial (FSM) de Belém a rassemblé du 27 janvier au 1^{er} février 2009 quelque 144.000 personnes (presque un tiers de plus que le nombre initialement attendu), venues de toutes les courbes du globe afin de revendiquer, élargir et renforcer le combat - vital pour beaucoup - pour un monde plus juste, plus digne, plus respectueux de l'Homme et de la Nature.



La 9^{ème} édition du Forum Social Mondial (FSM) de Belém (Brésil) s'est tenu du 27 janvier au 1^{er} février 2009.

Amorcé en 2001 à Porto Alegre comme alternative sociale au Forum économique de Davos, et connaissant dans ses premières années un succès grandissant en nombre de participants et en relai médiatique, le FSM - ainsi que le mouvement altermondialiste dans son ensemble - connaissait depuis 2005 une phase de déclin¹ Notons que le dernier FSM mondial de Nairobi (Kenya) en 2007 avait été un fiasco tant en termes de mobilisation que de cohérence, d'organisation et de message médiatique.

Or, cette année, la richesse des contenus, la diversité des thématiques et la très forte fréquentation du Forum - y compris et surtout par des Brésiliens de la région - traduisaient un regain d'énergie et un renforcement des luttes inespéré il y a encore quelques mois.

Deux principaux facteurs expliquent ce nouvel élan :

D'une part, la crise financière, économique, sociale, écologique, alimentaire et énergétique mondiale dans laquelle l'ensemble de la planète est plongée. Cette crise illustre clairement (s'il fallait encore le prouver) les limites meurtrières du système capitaliste néolibéral prôné à tous vents depuis des décennies par les régisseurs économiques et politiques formés aux écoles du tout-au-marché et de la libre concurrence.

Les effets de celle-ci sont catastrophiques à tous les niveaux, et touchent de plein fouet tant les travailleurs des pays du Nord que ceux du Sud ; les répercussions étant souvent encore bien plus lourdes de conséquences (souvent meurtrières) au Sud, la plupart des pays ne disposant d'aucun système de sauvegarde pour la majorité de la population, également la plus exploitée. L'urgence de la situation a provoqué celle d'une réponse ferme et forte, faite de mobilisations, d'interpellations et de revendications claires, pour la mise en place d'alternatives saines à un système destructeur...et au bord de l'implosion.

D'autre part, la situation géographique de Belém et la forte teneur symbolique du choix de cette ville amazonienne pour accueillir le FSM. En effet, quelle région du monde incarne le mieux les défis à relever face aux destructions néolibérales que l'Amazonie ? Là-bas, depuis déjà de nombreuses années, l'ensemble des différentes crises se matérialise au quotidien. Le Brésil, constitué depuis la période coloniale de quelques grandes propriétés terriennes (latifundios) dirigées par de riches exploitants agricoles² ou aux mains de multinationales, n'a jamais connu de redistribution des terres équitable – la réforme agraire promise par Lula (actuel Président brésilien) lors de son investiture semble ne plus figurer au programme gouvernemental.

Par ailleurs, la crise financière et économique, couplée à la crise énergétique, amènent le Brésil à accélérer la production à très grande échelle d'agrocarburants, afin d'« émerger » sur la scène économique internationale. Les champs de soja ou de canne à sucre consacrés à cette fin mènent à davantage encore d'expropriations de terres, et accélèrent la déforestation. Les paysans, Indiens ou Quilombolas³, se voient éjectés de leurs terres – si tant est qu'ils en aient possédé une – et obligés de travailler pour les grandes propriétés (fazendas) dans des conditions souvent dignes de l'esclavage ou vont grossir les bidonvilles des grandes villes, allongeant ainsi la liste des personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté.

...

Pendant ce temps, la peau de chagrin qu'est devenu le poumon de la planète (Amazonie) ne cesse de rapetisser ; avec toutes les conséquences que cela implique en termes de réchauffement climatique, de perte de biodiversité et de destruction des communautés et cultures indigènes. Le prix des matières premières augmente suite à l'utilisation de celles-ci pour l'exportation d'agrocarburants, et attise dès lors une crise alimentaire criminelle. Sans parler de la privatisation des savoirs indigènes sous formes de brevets, qui interdisent aux communautés amazoniennes de pratiquer leur médecine traditionnelle.

Les multiples souffrances dont l'Amazonie est le berceau sont dès lors, aussi, la source de nombreuses luttes.



Les grandes caractéristiques du FSM 2009

Nous n'allons pas énumérer ici tous les axes de travail du Forum Social Mondial⁴, mais en détacher quelques-uns qui ont marqué sa spécificité :

- La **dénonciation permanente de la crise**. Enormément d'ateliers avaient pour objet la réflexion sur les causes de la crise et la construction d'alternatives au système capitaliste. L'assemblée thématique du dernier jour a d'ailleurs donné lieu à la publication d'un « appel de Belém » émettant des propositions concrètes d'alternatives pour « remettre la finance à sa place »⁵ et destiné à être présenté aux protagonistes de la réunion du G20⁶ qui se tiendra à Londres le 2 avril prochain.

- La très **forte représentativité de la cause indigène et environnementale**, à travers notamment la journée « pan-amazonienne » du 28 janvier 2009,

la présence de très nombreuses délégations de communautés indiennes, Quilombolas ou Andines, rassemblées en organisations de défense de leurs droits et revendiquant entre autres la création d'Etats plurinationaux, le droit à l'autonomie, et au « vivre bien » au lieu du « vivre mieux », à leur sens trop souvent associé au fait de « consommer plus ». Est né de ces rencontres thématiques l'« Appel des Peuples Indigènes face à la crise de civilisation », dont l'argument principal est qu'il faut sortir totalement du système économique occidental et du modèle de développement prôné par celui-ci, en ce qu'il est ethnocentrique et non respectueux des cultures indigènes latino-américaines.

- Un **soutien très visible à la cause palestinienne** et, plus généralement, aux « Peuples sans Etat » ou sans terres. C'est principalement sur ces questions que l'on a retrouvé les mouvements de la Paix.

- La **présence à ce Forum de 5 chefs d'Etat** de la région (Evo Morales en Bolivie, Hugo Chavez au Venezuela, Fernando Lugo au Paraguay, Rafael Correa en Equateur et Lula) qui ont entamé dans leurs pays respectifs des réformes politiques de gauche (en mettant entre parenthèses Lula, qui déçoit de plus en plus ses électeurs en capitulant devant le capital) pur participant à deux rencontres-débats à Belém.

- Enfin, last but not least, la **présence plus qu'affirmée des syndicats** et l'organisation conjointe par l'ITUC, son organisation régionale pour le continent américain, l'ITUC-TUCA (Confédération syndicale des Amériques)⁷, et les syndicats brésiliens (CUT, FS et UGT), du **1^{er} Forum syndical**. Celui-ci s'est tenu pendant trois jours et a rassemblé un grand nombre d'activités (ateliers, séminaires, rencontres, ...), organisées autour de thématiques spécifiques au monde du travail, à savoir :

• Les effets du changement climatique sur le monde du travail et

les réponses syndicales, telles que la création d'emplois « verts et décents » et la transition vers les économies moins polluantes.

• Les crises énergétique, alimentaire et financière, abordées sous un point de vue syndical. Y ont été évalués les risques et opportunités que ces crises représentent pour le mouvement syndical.

• La migration du travail : un point de vue syndical sur l'immigration, la protection des droits des travailleurs migrants et les liens entre migration et développement.

• Les récentes et récurrentes violations des droits des syndicats et des travailleurs. Y a été évaluée la situation sur chaque continent, à la lumière des contextes politiques globaux et régionaux, avec une attention particulière sur les zones d'exportation.

• Commerce et travail décent : les problèmes issus du commerce libéralisé, de l'Agenda de Doha pour le Développement, des négociations d'accords commerciaux bilatéraux et des accords d'association. Cette thématique abordait l'impact du commerce sur la vie des populations et sur les conditions de travail dans les différentes régions du monde, et proposait la construction d'alternatives à l'actuel modèle néolibéral, ayant pour objectif la mise en place de modèles de développement économiquement, socialement et environnementalement soutenables.



Le Forum syndical a également été marqué par la campagne

internationale « Un travail décent pour une vie décente », dans laquelle la **FGTB** s'est pleinement impliquée depuis son lancement, et aux activités de laquelle elle a d'ailleurs participé amplement, forte de sa délégation de 24 personnes, et accompagnée de 9 partenaires des syndicats des pays du Sud.

...

Quelle plus-value syndicale ?

Bien qu'il subsiste toujours nombre d'incompréhensions, voire d'incompatibilités, entre le discours syndical et celui de certains mouvements sociaux et/ou ONG (un exemple typique parmi d'autres est le désaccord total entre les syndicats brésiliens et les organisations de défense de l'environnement ou des communautés indigènes sur la viabilité écologique de la construction d'une usine hydroélectrique dans la région amazonienne⁸), cette édition 2009 du FSM a néanmoins davantage participé à rapprocher les perspectives qu'à les diviser. Malgré certaines divergences parfois fondamentales sur la conception de « quel » autre modèle de société, les enjeux restent dans leur majorité les mêmes, qu'il s'agisse de la lutte pour le travail décent, pour l'accès à la terre, la sauvegarde des services publics, les droits des migrants ou la nécessaire construction d'alternatives sociales face à la crise.

Le FSM 2009 a contribué au renforcement des réseaux syndicaux régionaux et internationaux.

Ce Forum a contribué au renforcement des réseaux syndicaux régionaux et internationaux, mais a également donné naissance à des collaborations entre syndicats et mouvements de la société civile, dans le cadre d'une réponse globale à la crise et aux défis qu'elle nous impose. La « Déclaration des mouvements sociaux » qui clôturait le Forum le rappelle : « *Le défi pour les mouvements sociaux est d'arriver à organiser la convergence des mobilisations globales à l'échelle de la planète et de renforcer notre capacité d'action en favorisant la convergence de tous les mouvements qui cherchent à résister à toutes les formes d'oppression et d'exploitation* »⁹

La délégation FGTB est revenue enrichie de nouveaux contacts dans les réseaux syndicaux brésiliens, desquels nous avons beaucoup à apprendre sur des terrains tels que la mobilisation des jeunes au sein du syndicat, la défense et la formation des travailleuses domestiques, ou encore la militance via les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).

Nous avons par ailleurs créé des liens, via l'organisation de panels communs lors des conférences ou lors de rencontres plus informelles, avec des représentants de la CUT (Central Única dos Trabalhadores, principal syndicat brésilien duquel est issu l'actuel Président) - parmi lesquels plusieurs femmes - et de l'Observatoire Social. Ce dernier est un centre d'études lié à la CUT, dont l'un des rôles principaux est d'effectuer des enquêtes au sein des entreprises multinationales présentes au Brésil, et évaluer dans quelle mesure ces multinationales respectent les droits des travailleurs. L'objectif est d'exercer un lobbying auprès de ces entreprises afin qu'elles accordent les mêmes droits aux travailleurs brésiliens qu'aux travailleurs des pays occidentaux dans lesquels elles ont également des filiales.¹⁰ Cet objectif de « globalisation des droits » ne peut être atteint qu'avec la collaboration des syndicats actifs dans les pays par rapport auxquels est effectuée la comparaison. Un des défis actuels de l'Observatoire consiste en la création d'une structure latino-américaine permettant de mettre en commun les études réalisées par les organismes similaires dans les autres pays d'Amérique centrale et du Sud.

On a ainsi observé, à travers les victoires obtenues par les syndicats brésiliens grâce à ces recherches et aux pressions internationales faites sur les entreprises avec l'aide d'autres syndicats, à quel point la lutte syndicale est aujourd'hui nécessairement internationale, et à quel point la solidarité entre travailleurs de tous les continents pouvait réellement faire avancer les choses.

La lutte syndicale est aujourd'hui nécessairement internationale. La solidarité entre travailleurs de tous les continents peut réellement faire avancer les choses.

Une expérience comme celle du FSM permet également de mesurer le chemin effectué depuis un siècle en Belgique, par rapport au terrain immense qu'il reste à parcourir en terme de combat syndical dans un pays comme le Brésil, où le syndicat n'existe que depuis 25 ans, où les législations de base du travail sont souvent bafouées, et où l'esclavage (!), pourtant officiellement aboli depuis 1888, perdure dans certaines régions (on a recensé quelque 60.000 travailleurs esclaves ces dernières années). Parmi les secteurs les plus touchés, on retrouve entre autres le travail domestique, le travail agricole, mais aussi la sous-traitance industrielle dans les secteurs comme la métallurgie et la chimie.

Mesurer ce chemin signifie aussi refaire le plein d'énergie pour se battre afin d'en conserver les conquêtes.

Du global au local : comment donner suite à l'appel de Belém ?

La déclaration finale de l'assemblée des mouvements sociaux de Belém conclut :

« Dans cette perspective, nous devons lutter pour impulser la plus large mobilisation populaire par une série de mesures urgentes comme :

- la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire,
- la réduction du temps de travail sans réduction de salaire,
- des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique,

...

- l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères,
- la reconnaissance de la souveraineté et de l'autonomie des peuples qui garantisse le droit à l'autodétermination,
- la garantie du droit à la terre, au territoire, au travail, à l'éducation et à la santé pour toutes et tous,
- la démocratisation des moyens de communication et de connaissance ».

Quelques dates ont été retenues par cette assemblée finale en vue d'actions à mener au niveau mondial dans les prochains mois :

- **8 mars** : journée internationale de la Femme ;

- **28 mars au 4 avril 2009** : une semaine d'action globale contre le capitalisme et la guerre émaillées par des mobilisations contre le G20, le 28 mars, et contre la guerre et la crise (le 30 mars), une journée de solidarité avec le peuple palestinien pour impulser un boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël le 30 mars¹¹, la mobilisation contre le 60e anniversaire de l'OTAN du 1^{er} au 4 avril ;

- **17 avril** : journée internationale de la souveraineté alimentaire ;

- **1er mai** : journée internationale des travailleu/rs/ses ;

- **21 septembre** : journée mondiale pour la Paix ;

- **12 octobre** : mobilisation globale de lutte pour la Terre Mère, contre la colonisation et la marchandisation de la vie.

Enfin, il y a été décidé également de mettre en place un agenda des résistances en prévision du sommet sur le climat de Copenhague (mars 2009), de celui du G8 en Sardaigne (juillet 2009), du sommet des Amériques à Trinité et Tobago, etc.

Par ailleurs, des délégués FGTB seront présents en force à Londres pour le sommet du G20 (avril 2009), et le 1^{er} mai liégeois de cette année sera « anticapitaliste » !

Quelles perspectives de mobilisation en Belgique ?

En Wallonie : La campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé », lancée le 3 mars, est relayée, diffusée, activée sous toutes ses formes dans toute la Wallonie.



Elle crée un espace de débats, d'initiatives nouvelles, et illustre également une forte capacité de militance via Internet (site, groupe facebook, signatures électroniques, etc.).

Un premier rassemblement en front commun a eu lieu devant la Bourse de Bruxelles ce 9 mars, fort de quelque 2.000 militants, à l'occasion duquel les syndicats ont rappelé leur détermination à se battre jusqu'au bout contre la crise, le chômage et la spéculation.

Le 15 mai aura lieu une grande manifestation à Bruxelles dans le cadre de la campagne de mobilisation contre la crise lancée par la CES, du 14 au 16 mai.

Plus localement, **au niveau liégeois**, directement en lien avec le FSM, a eu lieu le vendredi 13 mars, dans les locaux de l'Université de Liège, une **Assemblée populaire** destinée à répondre à l'appel des mouvements sociaux de Belém par des propositions concrètes de mobilisations, d'activités et de processus de changement. Elle a rassemblé une centaine de personnes de tous les bords de la gauche, et a donné lieu à un foisonnement d'idées de tous genres, toutes marquées par la volonté de s'inscrire clairement dans l'alternative, dans l'« aller vers » et non plus seulement dans l'« aller contre ». Parmi ces activités proposées, citons notamment

la constitution d'un « Tribunal populaire » destiné à juger symboliquement les représentants du G20 (fin mars 2009) ainsi que les dirigeants de l'OTAN (ce tribunal consistant avant tout en une procédure d'explication et de diffusion pour le grand public du fonctionnement de ces structures) ; un travail de fond accentué et plus récurrent de conscientisation des jeunes via les écoles, les maisons de jeunes, etc. ; la création et multiplication de processus d'échanges différents, locaux et courts (services contre services, troc, ...) ; le relai tous azimuts de la campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé », déclinée sous différentes formes – manifestations, actions directes (ludiques) dans l'espace public, interpellations, constitution d'un réseau plus large et solidaire entre le milieu associatif, les ONG et les syndicats ; etc.

Dans cette mouvance forte de réveil idéologique, épinglons le Congrès idéologique prévu par la FGTB Liège-Huy-Waremme en octobre 2009, renouant ainsi avec un passé glorieux en termes d'impulsion d'idées et de réformes de structures.

Enfin, 2010 sera l'année du Forum Social Mondial décentralisé, et une fois encore les organisations syndicales – la FGTB entend bien être particulièrement dynamique à ce titre – seront mobilisés à cette occasion.

La FGTB Liège-Huy-Waremme tiendra un congrès idéologique en octobre 2009.

Si Belém n'est pas à la base de l'ensemble de ces élans, le Forum a cependant largement contribué à raviver les énergies et à rappeler l'urgence extrême de la création de réelles alternatives au capitalisme néolibéral.

...

Le FSM a, lui aussi, connu une deuxième naissance en ce début d'année 2009, et son Comité organisateur se prépare à revoir sa charte de principes pour lui

permettre de se diriger davantage vers des engagements et réalisations politiques concrets. Les syndicats ont dès lors tout intérêt à maintenir et renforcer

la mobilisation autour de cet événement, à souder leurs efforts au niveau international pour une réelle convergence des luttes !



¹ Article de Geoffrey Pleyers, « *Forum Social Mondial 2009 : quelle unité de l'altermondialisme après l'opposition au néolibéralisme ?* » paru dans la revue en ligne www.dautresreperes.be le 2/02/09.

² 80 % des terres cultivables sont aux mains de 5 % de la population.

³ Les Quilombolas sont les afro-brésiliens vivant en milieu rural, descendants d'esclaves en fuite.

⁴ Ceux-ci sont disponibles sur <http://www.forumsocialmundial.org.br>

⁵ Pour un accès au texte complet, voir sur www.choike.org

⁶ Le *Groupe des 20* (ou G20) est un forum économique qui a été créé en 1999, après la succession de nombreuses crises financières dans les années 1990, afin de favoriser la concertation internationale entre les vingt plus grandes puissances économiques de la planète (19 pays plus l'Union européenne, qui y dispose d'un représentant). Le G20 représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale, et plus de 90 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde).

⁷ L'ITUC (International Trade Union Confederation), ou CSI (Confédération Syndicale Internationale, en français) a pour missions essentielles la promotion et la défense des droits et des intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre ses centaines (311 actuellement) d'organisations syndicales affiliées dans plus de 150 pays. Ces organisations comptent aujourd'hui près de 170 millions de travailleurs affiliés de par le monde.

⁸ Christophe Aguiton, « Un appel pour bien vivre plutôt que vivre mieux », le 1/02/09, in <http://belem.blogs.liberation.fr/forumsocial/2009/02/no-queremos-viv.html>

⁹ <http://lidje-a-belem.blogspot.com/>

¹⁰ Parmi les entreprises observées ayant des filiales en Belgique, figurent notamment Solvay et Arcelor.

¹¹ La mobilisation coïncide avec la Journée de la Terre Palestinienne, la commémoration annuelle du massacre israélien de 1976 de Palestiniens en Palestine 48, en lutte contre l'expropriation massive de leurs terres, et fait partie de la Semaine d'Action Globale contre les crises et la guerre, du 28 mars au 4 avril. Nous exhortons les gens et leurs organisations partout dans le monde à mobiliser dans des actions de BDS concrètes et visibles pour faire de cette journée une étape historique dans ce nouveau mouvement anti-apartheid pour la réalisation des droits et la dignité des peuples et la demande aux puissants de rendre compte." <http://www.eutopic.lautre.net/coordination/spip.php?article4028>